



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

DECLARATION FSU Grève du 15 mars 2023

Mépris ! C'est du mépris ! Il n'y a pas d'autre mot pour qualifier le refus de Macron de recevoir l'intersyndicale contre la réforme des retraites. Il préfère recevoir les sportifs. Il est vrai que c'est plus facile, ils sont moins revendicatifs que nous ! Et puis, quels arguments a-t-il à nous opposer ? D'autres mensonges encore comme cela a été fait jusqu'à présent ? Il nous fuit, il nous évite, mais la réalité est bien là : après 8 journées d'action et de grève, après une semaine chargée en luttes contre la réforme des retraites, pour les droits des femmes et en soutien du mouvement de jeunesse, nous sommes toujours aussi mobilisés et déterminés !

Après avoir empêché le débat à l'assemblée nationale, le gouvernement a fait de même au Sénat, par la voie de Dussopt, l'homme des basses œuvres du gouvernement. Il a bloqué tout débat grâce à l'obscur article 44-3 de la Constitution qui permet un vote bloqué sur le seul texte du gouvernement, avec les seuls amendements qu'il a daigné accepter. Le Sénat, avec sa majorité de droite, s'est couché devant ce coup de force du gouvernement. Les sénateurs ont accepté de se voir dessaisir d'une partie de leurs pouvoirs et de voter un texte dont tous les articles n'ont même pas été examinés. Ils se prétendent élus des territoires, qu'ils écoutent les territoires ! Tout est bon pour forcer l'adoption au plus vite de cette réforme. Une preuve de plus que le gouvernement et son grand chef Macron, sont fébriles.

Les 14 membres de la commission mixte paritaire décident en ce moment de notre avenir. Ils décident en ce moment de supprimer deux ans de notre droit à retraite ! Ils décident de diminuer nos pensions ! Ils ne tiennent aucun compte de notre multitude et de notre détermination ! Nous sommes ici, aujourd'hui, une fois encore, pour mettre une pression encore plus forte sur les parlementaires favorables au projet de loi. Ils devront assumer leur vote. Ils devront expliquer qu'ils s'opposent à la volonté du peuple !

Mépris du débat, mépris des deux assemblées et au final mépris de la démocratie. Le gouvernement joue un jeu dangereux, il instrumentalise le sénat et l'assemblée nationale pour faire passer coûte que coûte son projet de loi, pourtant contesté par une large majorité de la population. Mais on ne peut pas gouverner longtemps contre un peuple en colère.

Ici aussi, à Clermont, le mépris est de rigueur. Le préfet n'a pas pu nous recevoir, ou plutôt n'a pas voulu nous recevoir samedi. Seule une sous-préfète de permanence aurait été susceptible de nous recevoir ! Eh bien, les amis, nous n'y sommes pas allés !

Nous sommes toujours nombreuses et nombreux aujourd'hui, soutenus par les 3/4 de la population et de 94 % des actifs et actives et par une unité syndicale solide et mobilisée sur un mot d'ordre simple et clair que les élus, le gouvernement et Macron refusent toujours d'entendre : Non à la réforme des retraites, non à l'allongement de la durée de cotisation, non aux 64 ans !

Demain, le 16 mars, les députés et sénateurs vont se prononcer sur cette loi scélérate. Cette loi doit être rejetée par celles et ceux qui affirment nous représenter. Pour cela, continuons à mettre la pression sur les élus, continuons toutes et tous avec l'intersyndicale par la grève et la manifestation. De nombreux secteurs reconduisent la grève, comme dans l'Education où l'intersyndicale départementale s'est prononcée pour la poursuite de la grève jeudi.

Dans l'unité, public et privé, nous allons faire reculer ce gouvernement, nous ne lâcherons pas. Continuons toutes et tous ensemble, uni-es et déterminé-es, jusqu'au retrait ! Nous allons gagner !